

Mémoire vivante

 INSTITUT
D'HISTOIRE
SOCIALE
ihs
- Finistère -

Publication de l'Institut CGT d'histoire sociale du Finistère

Janvier 2026

N° 27

Adresse : IHS CGT 29, Maison du Peuple, 2, place Édouard-Mazé, 29200 BREST — Courriel : ihscgt29000@gmail.com

Novembre - décembre 1995

L'hiver de la colère



*Brest, le 12 décembre 1995, les cheminots
ont installé un tronçon de voie ferrée
sur la place de la Liberté*

Il y a 30 ans, en 1995, à partir du mois de novembre, émerge un puissant mouvement social de masse. Son ampleur et son issue victorieuse en ont fait une référence pour un grand nombre de militantes et militants, dans la lignée des grands mouvements du XX^e siècle comme 1936 ou 1968. Plus de cinq millions de personnes, venues d'horizons professionnels très divers, ont ainsi participé à la lutte. Si le combat des cheminots contre la volonté de restructuration de la SNCF a marqué les esprits, c'est surtout le « plan Juppé » sur les retraites et la Sécurité sociale qui est au cœur de la mobilisation.

L'avenir de la Sécurité sociale est en jeu

Première alerte fin septembre 1995

Fin septembre, le gouvernement d'Alain Juppé (nommé Premier ministre en mai 1995, après l'élection de Jacques Chirac) annonce des mesures d'austérité pour réduire les déficits publics. Il prépare un vaste plan de réformes des régimes sociaux (futur « plan Juppé ») dans la perspective de la monnaie unique européenne (Maastricht). Cela touche la Sécurité sociale, les régimes de retraite et la fonction publique.



Mobilisation contre le « plan Juppé », à Paris, en décembre 1995.

10 octobre 1995 première journée d'action unitaire

Première journée nationale d'action unitaire des syndicats depuis le début du quinquennat. Il faut remonter à l'automne 1986, sous le gouvernement Chirac, pour retrouver un front syndical aussi unitaire. Le mouvement de grève se présente comme une lame de fond.

Des grèves et manifestations ont lieu dans de nombreux secteurs : fonction publique, SNCF, RATP, EDF-GDF, enseignement, santé, mais aussi le privé.

Des centaines de milliers de personnes défilent dans toute la France (entre 500 000 et 1 million selon les sources).

La grève connaît une ampleur jamais vue depuis la grève générale du 24 mai 1977 contre le plan d'austérité du gouvernement Barre.



Très forte mobilisation en Bretagne.

16 000 manifestants à Rennes, 10 000 à Quimper (ci-dessus), 10 000 à Lorient, 7 000 à Saint-Brieuc, 5 000 à Vannes.

Le 25 octobre appel à la grève à la SNCF

À la veille des discussions avec la direction de la SNCF sur le Contrat de plan, les syndicats appellent les cheminots à la grève.

La déclaration syndicale du 30 octobre 1995

Déclaration des organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, CGT-FO, FEN, FSU, UNSA.

Au moment où le Gouvernement, après un simulacre de concertation, s'apprête à prendre des décisions touchant la protection sociale, les organisations signataires se sont réunies pour réaffirmer le droit à une couverture sociale universelle dans le cadre d'une sécurité sociale fondée sur la solidarité nationale.

Ainsi, les organisations signataires se rejoignent sur les propositions de réformes suivantes.

Financement. Conscientes de l'ampleur des problèmes de financement, du coût social du chômage, des exonérations consenties aux entreprises et des conséquences de la couverture universelle, elles préconisent une clarification des comptes. Attachées à un financement assis pour l'essentiel sur les salaires, elles demandent son élargissement à la totalité de la richesse produite par les entreprises. Elles demandent, simultanément, la participation des revenus financiers sous la forme de cotisation de sécurité sociale. Elles se prononcent contre la fiscalisation et toute forme d'étatisation de la sécurité sociale.

Santé. Dans le cadre d'une véritable politique de santé, la maîtrise de l'évolution des dépenses de santé initiée conventionnellement par les partenaires sociaux gestionnaires doit reposer sur les besoins de la population. Elle est la confirmation de l'optimisation des dépenses de santé et doit permettre l'accès de tous à des soins de qualité en écartant tout rationnement.

Famille. La politique familiale est une mission fondamentale de la collectivité nationale. Une politique ambitieuse implique le droit à une juste compensation des charges familiales quels que soient le rang de l'enfant et la situation financière de la famille, sans qu'aucune mesure puisse réduire les droits qui découlent de la réglementation actuelle.

Retraite. Les organisations signataires réaffirment leur attachement au système actuel fondé sur la répartition et la solidarité entre les générations. Elles s'opposeront à toute tentative visant à remettre en cause le régime général, les régimes spéciaux et les systèmes de retraite des fonctionnaires.

Gestion. Clarifier les responsabilités de l'Etat et des partenaires sociaux dans la gestion de la sécurité sociale, allant dans le sens d'une responsabilisation accrue des organisations syndicales dans la gestion et la mise en oeuvre des décisions prises.

Les signataires appellent leurs organisations à faire largement connaître ces propositions auprès des salariés actifs, retraités, chômeurs et à faire du 14 novembre un temps fort de la mobilisation. L'avenir de la sécurité sociale est en jeu.

Paris, le 30 octobre 1995.

Comme une traînée de poudre

Le 14 novembre 1995, sur la base de la déclaration commune adoptée par toutes les organisations syndicales le 30 octobre, une grande journée de mobilisation interprofessionnelle est organisée pour la défense de la Sécurité sociale.

Dans le Finistère, les syndicats qui appelaient à manifester en fin d'après-midi ont réussi leur mobilisation.

A Quimper, 1 500 personnes se sont rassemblées devant la préfecture pour dénoncer le simulacre de concertation mené par le Gouvernement.

A Brest, ils étaient 2 000 à manifester depuis la faculté Victor-Segalen, où était prévu initialement un rassemblement, jusqu'à la sous-préfecture en passant par la rue Jean-Jaurès.

Des rassemblements et défilés ont eu lieu également à Morlaix, Landerneau et Quimperlé.

Le lendemain, Alain Juppé annonce une série de mesures : allongement de la durée de cotisation retraite de 37,5 à 40 annuités pour les salariés de la fonction publique, gel et imposition des allocations familiales, institution d'une loi fixant chaque année les objectifs budgétaires à la Sécurité sociale - le PLFSS¹ - hausse du forfait hospitalier et déremboursements de médicaments. Il s'agit du 18^e plan de « sauvetage » de la Sécurité sociale depuis 1975.

Deux jours plus tard, la SNCF annonce un plan visant à accroître la productivité, tandis que les menaces de privatisations se précisent dans l'énergie, les télécoms ou encore chez Pechiney.



1 500 manifestants à Quimper, le 14 novembre, pour cette première journée de mobilisation contre le « plan Juppé ».

CGT Finistère

*Pour la Sécu, le 14 Novembre,
dans l'Unité la plus large
Arrêts de travail et manifestations*

Un débat tronqué.
Le 14 novembre s'ouvre au Parlement le débat sur la Sécurité Sociale.

D'ores et déjà, un certain nombre de mesures envisagées ont été rendues publiques :

- augmentation du forfait hospitalier de 55 à 70 F.
- instauration d'une pénalité sur les ordonnances.
- augmentation de la C.S.G.
- allongement du temps de cotisation pour la retraite de 37,5 à 40 annuités pour tous les salariés.

Ces mesures viendraient s'ajouter à celles ayant déjà amputé le pouvoir d'achat des salaires et des retraites (C.S.G., T.V.A.,...). De plus la fiscalisation des recettes conduirait à remettre en cause dans ses fondements le système créé en 1945.

Des prétextes pour casser.
Les dispositions envisagées prennent prétexte du déficit de la Sécu.

En fait, la Sécurité Sociale n'est pas malade d'une dérive des dépenses mais d'un véritable pillage des ressources. En effet, les exonérations de cotisations accordées aux entreprises sont passées de 6 milliards de Francs en 1989 à 31,5 milliards de Francs en 1994.

Des solutions, il y en a :
Les moyens d'une bonne protection sociale existent :

- 1% d'augmentation de salaire : 8 milliards de plus pour la Sécu.
- Le SMIC à 7.500 F : 10 milliards de plus.
- 500.000 emplois supplémentaires : 25 milliards.
- Une cotisation sur les revenus financiers du capital au même taux que pour les salaires : 50 milliards.
- arrêt des exonérations patronales : 30 milliards par an.

Agir pour l'emploi et les salaires, c'est vital pour la Sécu.

Devant l'importance de l'enjeu, personne ne peut rester l'arme au pied. Il est nécessaire d'agir. Il importe que l'ensemble des organisations syndicales s'inscrivent dans cette démarche. La C.G.T. pour sa part, entend y contribuer.

C'est pourquoi, à partir de chaque entreprise, il est urgent d'agir et d'amplifier les actions déjà engagées, unissant l'ensemble des assurés sociaux, actifs, chômeurs, jeunes, retraités.

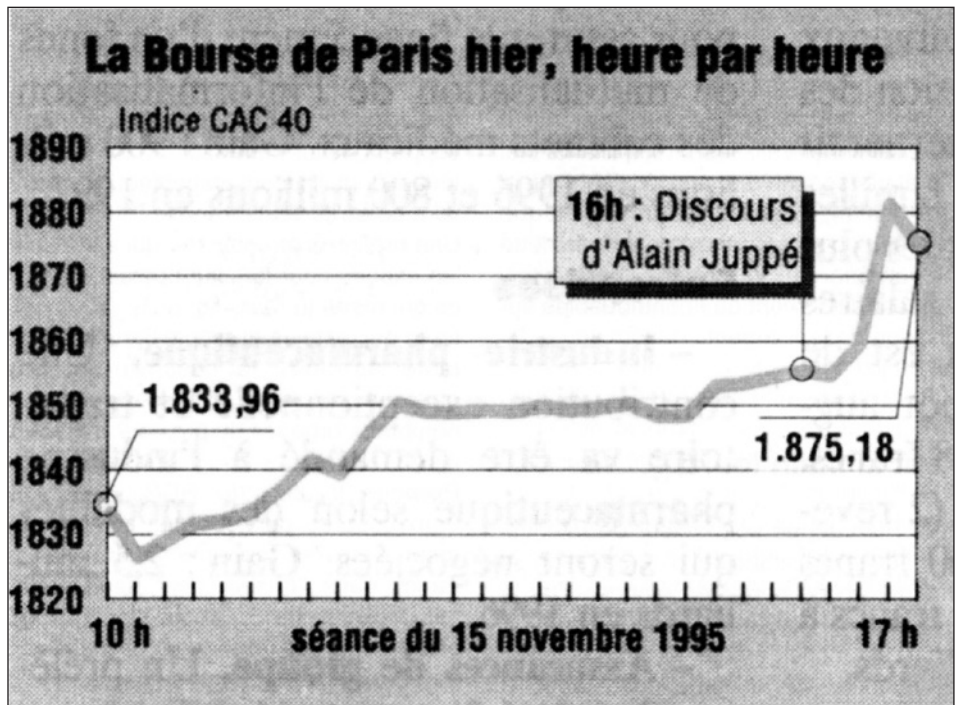
La C.G.T. appelle à organiser une action nationale interprofessionnelle, dans l'unité la plus large, avec grèves et manifestations locales le mardi 14 novembre.

1 - Projet de loi de financement de la Sécurité sociale

Le « plan Juppé » salué par la Bourse

Nouvel impôt, économie sur les prestations, réformes des structures, le « plan Juppé » pour la Sécu prend l'essentiel dans la poche des ménages et épargne le patronat.

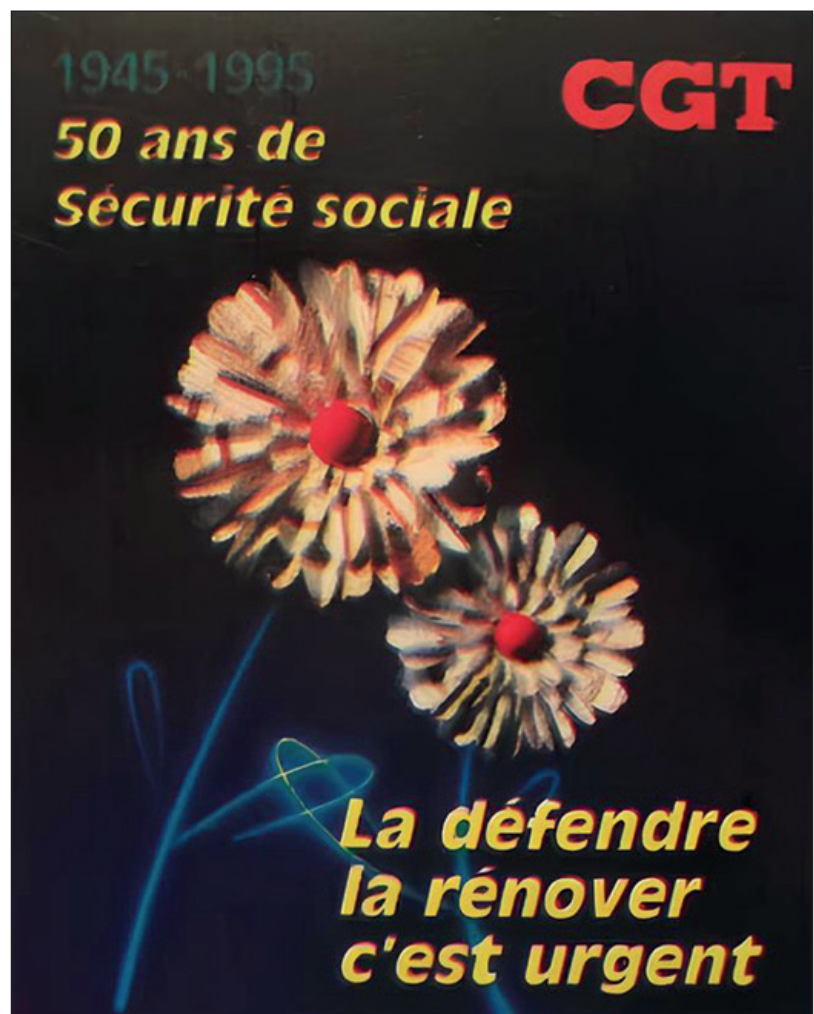
Saluée par la Bourse, par la Banque de France, applaudie par le patron des patrons, votée des deux mains par la majorité présidentielle, la réforme de la Sécu n'est à l'évidence qu'un énième plan de replâtrage. Cette fois, le Premier ministre taille à la hache dans l'organisation, le financement et les dépenses de la Sécu.



Le 15 novembre le CAC 40 s'envole

Ce graphique (ci-contre) a été publié par le journal d'affaires *Les Echos* et retrace le mouvement de l'indice des valeurs mobilières à la Bourse de Paris, le jour même où le Premier ministre a présenté son plan à l'Assemblée nationale, le 15 novembre. Avant 10h, l'indice est à 1 833,96 points. A 17h, alors que les grandes lignes du plan gouvernemental sont divulguées, il s'envole à 1 875,18 points soit une hausse de 41,22 points, c'est à dire +2,24 %.

Les spéculateurs ne s'y trompent pas : ils comprennent parfaitement qu'il s'agit là d'un nouveau laminage du pouvoir d'achat des salariés, afin de dégager encore plus de profits pour le patronat dans sa course à la rentabilité financière.



Mettre un coup d'arrêt à tous les reculs



Le 24 novembre, forte mobilisation à Brest,
5 000 personnes.

Dès l'annonce du plan Juppé, la CGT appelle à la mobilisation contre la réforme des régimes spéciaux de retraite, qu'elle perçoit comme une attaque contre les acquis sociaux des fonctionnaires et des salariés des entreprises publiques.

Dans un entretien accordé le 16 novembre au journal *Sud Ouest*, Alain Juppé déclare : « Si deux millions de personnes descendent dans la rue, mon gouvernement n'y survivra pas. »

En réaction à l'alignement des conditions d'accès à la retraite des régimes du secteur public sur celui du secteur privé, les sept fédérations de fonctionnaires appellent à une grève unitaire le 24 novembre.



A Quimper, 8 000 personnes :
« Il y a du monde sur toute la longueur des quais.
On se croirait revenu en 68 ! »

Le 17 novembre, la direction de la SNCF et le gouvernement présentent le contrat de plan Etat-SNCF pour les cinq ans à venir.

Le 23 novembre : les cheminots débutent leur mouvement de grève totale et reconductible.

Quelques chiffres de grévistes

DDE : 38 %
MGEN : 80 %
Cheminots Brest : 95 %
PTT 29 S : 73 %
Dockers : 100 %
SNADGI (impôts) : 77 %
EDF/GDF Iroise : 76 %

Cheminots Rosporden : 100 %
Cheminots Quimperlé : 100 %
Jean-Lefebvre, Quimper : 70 %
Le Télégramme : 25 %
Chancerelle Douarnenez : 80 %
Géant, Quimper : 20 %
Pompiers, Brest : 100 %
Hôpital Quimperlé : 60 %
Les Genêts d'or, Brieç : 40 %
CFTA cheminots : 70 %

Un climat social explosif

Des luttes émergent partout. Chaque jour qui passe voit l'entrée dans l'action de nouvelles catégories de salariés. L'exigence monte des grèves qui se généralisent :

- Celle des étudiants pour l'accès au savoir et des moyens pour l'université,
- Celle des cheminots contre le contrat de plan et le démantèlement de la SNCF,
- Celle contre le « plan Juppé », concernant la Sécurité sociale.



A Brest, ambiance crispée lors de la prise de parole de la CFTD. À gauche, Michel Roué, secrétaire de l'UL CGT de Brest.

SNCF : la grève prend de l'ampleur

Le mouvement des cheminots brestois s'amplifie. Il concerne désormais 95 % des 200 agents et la gare de Brest porte les couleurs de la CGT.



Les électriciens et gaziers font monter la pression

A EDF/GDF Iroise, les participants à l'assemblée générale (photo ci-contre) ont décidé de se mettre en grève et de participer à un rassemblement à la gare SNCF, à 11 h, à l'initiative de l'Union locale.

Ils ont convenu de se retrouver à 14 h pour décider de la poursuite de l'action. Lors de cette nouvelle AG, la décision a été prise de continuer l'après-midi et de mettre en place des actions de sensibilisation à l'intention du personnel. Une de ces actions a conduit à intervenir sur l'outil de travail.

La direction a sorti le grand jeu, constat d'huissier à l'appui. Ce folklore n'a en rien diminué la détermination du personnel.



Communiqué de l'UD CGT du Finistère le 27 novembre 1995

Le 24 novembre a été marqué dans le Finistère par de nombreux arrêts de travail tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Nous avons estimé à près de 23 000 le nombre de manifestants dans les quatre rassemblements, avec la participation d'étudiants.

Dès le 24 novembre, la CGT a appelé les salariés à poursuivre l'action sous des formes multiples pour exiger le retrait du « plan Juppé » sur la protection sociale et pour la satisfaction de leurs revendications en matière d'emploi, de salaires et garanties collectives.

Les cheminots, d'autant plus déterminés par les propos de leur direction, ont décidé dans le département de reconduire leur mouvement de grève.

Ce sont les gaziers et électriciens qui s'inscrivent fortement le 30 novembre et dont les assemblées générales vont décider du niveau de l'action.

De nombreuses réunions de services, de chantiers qui se tiennent aujourd'hui montrent la volonté de poursuivre l'action.

L'Union Départementale CGT appelle ses organisations à poursuivre le débat et à participer, au niveau des localités aux différentes initiatives. C'est ainsi que l'UL de Brest organise un rassemblement de convergence de luttes demain, 28 novembre, à 11 h, place de la Gare, ceci sans exclusive. Dans la suite des 10, 14 et 24 novembre, l'Union Départementale CGT souhaite que l'ensemble des organisations syndicales prennent toutes leurs responsabilités pour poursuivre et amplifier à partir des revendications des salariés à l'entreprise, les convergences et le rassemblement le plus large pour hausser encore le niveau de la riposte.

La tension monte dans les universités

Depuis le début novembre, les étudiants et enseignants se mobilisent pour dénoncer le manque de moyens attribués à l'université.

Les mouvements revendicatifs se multiplient dans les universités de province.

Le 9 novembre, une journée d'action nationale dénonce l'insuffisance des crédits et des postes.

En réponse, le ministre de l'Éducation, François Bayrou, promet de réduire les inégalités entre établissements en quatre ans.

Malgré cela, la contestation s'intensifie : le 21 novembre, plus de 100 000 étudiants et lycéens manifestent en France.

Le lendemain, Bayrou présente son « plan d'ensemble » pour l'enseignement supérieur, axé sur une meilleure gestion et une autonomie accrue des universités. Syndicats et enseignants rejettent ces mesures, les jugeant insuffisantes



A Quimper, dans une ambiance bon enfant et pleine de sourires.

et craignant une privatisation de l'université, une remise en cause du modèle collégial de gestion des universités et une atteinte à l'égalité des chances.

Le 30, des dizaines de milliers d'étudiants participent, à travers le pays, à une nouvelle journée nationale d'action, aux côtés des salariés du secteur public en grève.

Ils réclament 2 milliards de crédits, la création de milliers de postes et la réquisition du pôle privé Léonard-de-Vinci, dans les Hauts-de-Seine, dit « fac Pasqua ».

Tout pousse à la convergence des luttes. Le pas est franchi le 5 décembre 1995. Ce jour-là, la contestation étudiante rejoint définitivement le mouvement de grève générale.

L'Université de Bretagne Occidentale en colère crie sa galère



A Brest, les étudiants de lettres bloquent la circulation devant la faculté Victor-Segalen.



Sit-in sur le pont de Recouvrance.

Lundi 27 novembre, les étudiants sont rejoints par les lycéens. Ils sont 7 000 à manifester dans les rues de Brest. Les AG appellent à

manifeste le 28 et le 30, journée « université morte ». La fac de Sciences rejoint la grève.

Mardi 30 novembre, les étudiants

et lycéens finistériens n'ont pas manqué leur rendez-vous en défilant en masse à Brest et à Quimper.

30 novembre : la contestation s'étend

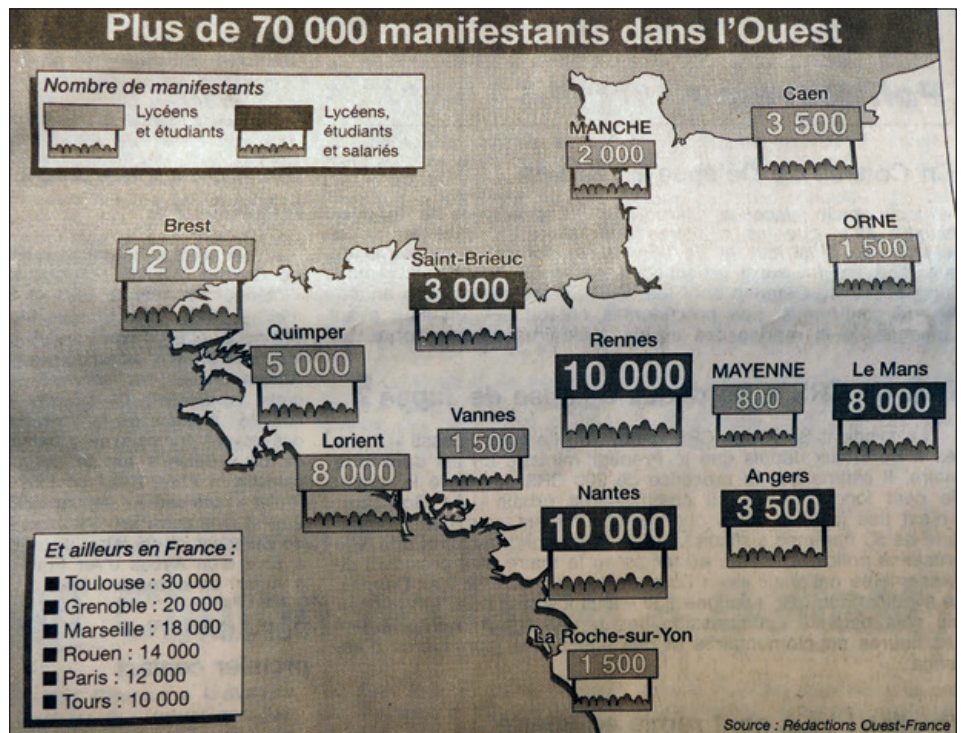
Jeudi 30 novembre, la RATP, EDF, La Poste, France Télécom entrent à leur tour dans le conflit.

Le gouvernement est pressé. Pressé par les échéances imposées par Maastricht et les critères économiques qu'il impose. Pressé également par une chute de popularité inégale.

Chirac émule de Thatcher

En s'attaquant aux services publics, il tente au passage de démanteler les derniers pôles de résistance où subsistent des forces syndicales organisées.

Comme Margaret Thatcher en Angleterre, à son époque.



Le 30 novembre est une journée exceptionnelle par les taux de grévistes, l'ampleur des manifestations, le caractère des unions réalisées.



Dans de nombreuses villes, les étudiants et les salariés ont défilé ensemble. Si ça n'a pas été le cas à Brest, les étudiants ne le souhaitant pas, le caractère convergent des revendications paraît évident. Les applaudissements et encouragements

échangés place de la Liberté en témoignent.

Dans le Finistère, la contagion de la grève s'étend dans la fonction publique. Après les cheminots, ce sont les postiers qui sont passés à l'action en bloquant les centres de tri

de Brest et Quimper. A EDF-GDF et à France Télécom, la tendance est aussi à l'extension de la grève tout comme chez les pompiers.

Les électriciens brestois en première ligne

103 000 compteurs en tarif réduit !

Samedi 2 décembre, les grévistes occupant le poste central de conduite du réseau (le « PCRP » dans le jargon du métier) du port de commerce décident de basculer 103 000 abonnés au tarif heures creuses.

Dans l'après-midi, la direction d'EDF-GDF envoie deux huissiers constater l'occupation et « l'intolérable pression sur le technicien de garde du PCRP ». Suite à ce constat, M. J.-P. Rochon, directeur du centre, assigne en référé, au Tribunal de grande instance de Brest, les principaux responsables de cette action. La direction demande l'évacuation du site et tente de créer des incidents pour justifier une intervention policière.

Les agents d'EDF-GDF occupent le «PCRP», poste central de conduite du réseau, depuis le 28 novembre.

La direction déboutée

Dimanche 3, 15h30, environ 200 personnes forcent l'entrée du Palais de Justice.

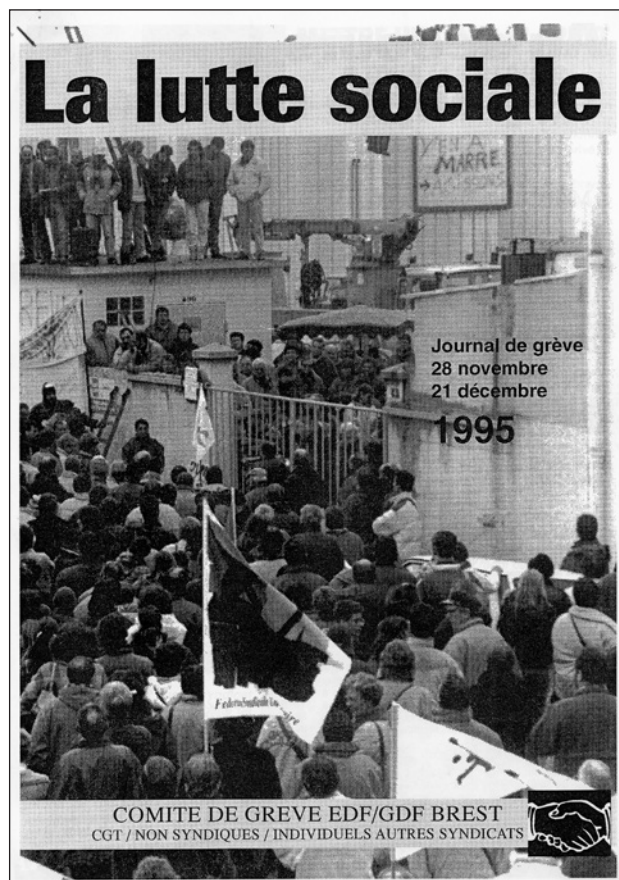
L'avocat de la direction expose ses motifs : « le PCRP est un point névralgique pour la sécurité des usagers. Le technicien présent doit y travailler dans la sérénité ».

M^e André Cheminant, avocat mandaté par la CGT répond que « si le problème est la sécurité, il n'y a aucun motif d'inquiétude ».

Un peu plus tard, dans une salle des pas perdus noire de monde, le président Le Gall rend son ordonnance : « suivant

la jurisprudence en vigueur depuis dix ans à Brest, et si aucune dégradation n'est constatée, l'occupation fait partie du mode normal de l'expression de la grève ».

La direction d'EDF-GDF est déboutée. Tonnerre d'applaudissements !



*Grilles bleues cadenassées,
un bandeau orange prévient.*



*Dans le hall du Palais de Justice,
le dimanche 3 décembre 1995.*

Un 5 décembre géant

Dans la semaine du 4 au 13 décembre les grèves montent en puissance.

Le congrès confédéral de la CGT appelle à « généraliser » partout la grève.

L'UD relaie cet appel.

La grève du secteur public continue de gagner du terrain. Elle s'est enracinée à France-Télécom, à EDF, a grossi dans les centres de tri et pénétré pour de bon dans les hôpitaux.

Le lundi 4, 700 personnes, ont manifesté à Brest. Les salariés CGT de la mairie et de l'arsenal ont rejoint les cheminots, les agents de La Poste, de France-Télécom et d'EDF-GDF.

Le mardi 5 est une nouvelle journée test pour le gouvernement.

Entre 500 000 et 800 000 personnes, selon les estimations, manifestent dans toute la France.

Dans l'éducation, les fédérations et syndicats d'enseignants au grand complet se sont lancés dans l'action. La CGT et FO avaient déjà appelé à faire grève la semaine précédente.

Dans le secteur privé, les appels à débrayage se multiplient :

- 21 entreprises de la métallurgie brestoise cessent le travail sur la matinée,
- Morlaix, arrêt de travail de 24 heures chez Bastide,
- A Quimperlé, débrayages de trois heures chez Bigard, Volaven, Spillers et aux Papeteries de Mauduit,
- Les marins-pêcheurs de Douarnenez appellent à la grève et manifestent à Quimper.

A Brest, sur les marches de l'hôtel de ville, devant 10 000 manifestants, Michel Roué, secrétaire de l'UL CGT, dénonce les tentatives de casser le mouvement : « L'impopularité, c'est raté : deux Français sur trois comprennent la grève ; les comités



Les travailleurs de l'arsenal dans la manifestation du 5 décembre, à Brest.

Union Départementale CGT Finistère

Mardi 5 décembre :

Grève Générale Interprofessionnelle

Nombreux sont ceux qui estiment nécessaire un nouvel élan pour développer l'engagement de tous les salariés du public et du privé dans la lutte.

C'est la raison pour laquelle, la CGT appelle à faire du 5 décembre une journée de grève générale interprofessionnelle :

- Pour le retrait du Plan JUPPE,
- Pour la défense des Services Publics, de leurs statuts,
- Pour la retraite dès 37,5 annuités pour tous les salariés du public comme du privé,
- Pour des créations d'emplois stables et qualifiés,
- Pour l'augmentation substantielle des salaires.

d'usagers, c'est raté ; le pourrissement des luttes, c'est raté ; la direction d'EDF qui veut faire condamner sept grévistes à Brest, c'est raté. »*

Le 6 décembre, les salariés du public et du privé se réunissent en assemblées générales pour décider de poursuivre et d'amplifier le mouvement.

Les appels pour le jeudi 7 sont de plus en plus nombreux et s'ajoutent aux secteurs déjà en grève reconductible.

Les « noyaux durs » des cheminots, postiers, électriciens et gaziers, grévistes CGT et FO de la première heure, reçoivent dans la rue le renfort de fonctionnaires et salariés du secteur public et parapublic.

De l'arsenal aux caisses d'Allocation familiales en passant par les hôpitaux, la préfecture et le conseil général, la Caisse d'épargne, le Trésor, l'URSSAF, les haltes garderies communales ou les maisons de retraite, pratiquement toutes les administrations et tous les services sont touchés. Les marins CGT sont aussi de la partie.

** Les comités d'usagers apparaissent comme des opérations politiques et médiatiques orchestrées ou encouragées par la droite au pouvoir, avec un soutien ponctuel de réseaux patronaux, dans un contexte où la grève bénéficiait d'un fort soutien dans l'opinion.*

Les salariés du public et du privé étaient au coude à coude, solidaires dans la lutte pour des intérêts communs.

10.000 manifestants à BREST	6.000 à QUIMPER
1.000 à MORLAIX	600 à QUIMPERLE

Après la SNCF, l'EDF, les PTT, des décisions de grève reconductible ont été prises, dans de nombreuses autres entreprises du secteur public. A noter que plus de 40 entreprises du secteur privé étaient en grève ce jour et appellent à continuer la lutte.

Le soutien populaire

Dans l'enseignement public, toutes les organisations, y compris le SGEN-CFDT, appellent à la grève et aux manifestations. Le SNUIPP-FSU (premier degré) a voté une grève reconductible par 24 heures.

Au soir de cette journée, les organisateurs annoncent 1,3 millions de manifestants.

En franchissant ce cap, la crise sociale ouverte il y a tout juste deux semaines montre combien elle dépasse le problème des retraites du public ou le contrat de plan SNCF.

Soutien populaire

Malgré les perturbations, l'opinion publique soutient majoritairement les grévistes. Le mouvement devient le symbole d'une résistance à la libéralisation et à la remise en cause de l'État-providence.

Dimanche 10, après avoir réuni, dans l'après-midi, les principaux membres de son gouvernement, Alain Juppé s'est exprimé, sur l'antenne de France 2. « Je suis prêt à recevoir, dès demain, les organisations syndicales qui le souhaitent ».

Lundi 11, le gouvernement est de plus en plus inquiet de la puissance du mouvement. Juppé n'a toujours pas compris.

La veille à la télévision, le Premier ministre lâche la commission Le Vert, ajourne le contrat de plan de la SNCF et s'apprête à rencontrer les syndicats. Mais, en même temps, il applique l'article 49.3 de la Constitution qui met un terme au débat parlementaire et ouvre la voie aux ordonnances. Le dispositif concernant la protection sociale est ainsi intégralement maintenu.

Juppé reçoit une à une les organisations syndicales et patronales.

La signature du contrat de plan est reportée « le temps nécessaire » au dialogue ; le départ en retraite des



Place de la Liberté, à Brest.



conducteurs de la SNCF et RATP maintenu ; les travaux de la commission Le Vert sur les régimes spéciaux de retraite suspendus.

Alain Juppé fait des ouvertures pour débloquer la crise sociale entrée dans sa troisième semaine.

Le secrétaire général de la CGT, Louis Viannet, estime qu'« il y a toutes raisons de continuer à préparer avec beaucoup d'énergie la journée d'action du mardi 12 ».

A Brest, la manifestation du matin a rassemblé 7 000 personnes. Une manif de rodage avant « la grande démonstration de force attendue le mardi 12 ».

12 décembre, du jamais vu !

A 17 h, l'UD annonce les chiffres suivants :

Brest, 25 000 ; Quimper, 20 000 ; Morlaix, 6 000 ; Quimperlé, 5 000 ; Douarnenez, 600 ; 56 800 au total pour le Finistère, 180 000 en Bretagne et 2,5 millions en France.

Cette journée du 12 décembre va compter comme un grand moment d'un processus qui prend maintenant la dimension d'une véritable lame de fond pour le retrait du plan Juppé.

Des initiatives sont prévues dès le lendemain à partir des secteurs en lutte. Une autre journée de manifestation est annoncée pour le samedi 16, à 15 h, afin de permettre à toute la population, qui soutient largement le mouvement, de participer.

Le bilan de 22 jours de conflit

Une manifestation, un samedi, le 16 décembre, une semaine avant Noël. Le pari était risqué, mais à la fin des défilés, les organisateurs étaient satisfaits.

A 18h45, l'UD annonce les chiffres suivants : Brest, 15 000 ; Quimper, 15 000 ; Quimperlé, 1 500.

Ce qu'ils ont obtenu, ce qui est maintenu. Le bilan de 22 jours de conflit.

Retraites

Sont maintenus les régimes spéciaux, ceux des fonctionnaires, des hospitaliers, de la SNCF, d'EDF-GDF, des mines, des marins, etc. (17 au total). Le taux plein est toujours possible avec 37,5 annuités, basé sur les six derniers mois. Les métiers « pénibles » continueront à ouvrir droit à une retraite anticipée.

Contrat de plan Etat-SNCF

Il est « gelé » et sera « remis à plat ».



Brest. L'échelle des revendications passe devant l'UBO.

Salaires

Les rémunérations de fonctionnaires restent en principe gelées, mais une négociation est prévue au printemps.

Sécurité sociale

L'essentiel du plan Juppé, notamment tout ce qui concerne l'assurance maladie, et qui s'applique aussi bien aux salariés du secteur privé qu'à ceux du secteur public, est maintenu.

Le 30 décembre, une loi autorise le Gouvernement à réformer la Sécurité sociale par voie d'ordonnances

Le PLFSS ou projet de loi de financement de la Sécurité sociale donne à l'État un droit de contrôle sur les institutions paritaires de la Sécurité sociale. Le budget est désormais voté au Parlement, ce qui correspond à une véritable mise sous tutelle par rapport au fonctionnement hérité de la Libération.

Les lois de financement de la Sécurité sociale seront introduites par la loi constitutionnelle du 22 février 1996 et la loi organique du 22 juillet 1996.

Ces lois permettent de faire le lien entre les objectifs des politiques sanitaires et sociales et les objectifs des dépenses de Sécurité sociale. Le Parlement doit approuver les orientations de la politique

de santé et de sécurité sociale avant d'approuver les objectifs qui déterminent les conditions générales de l'équilibre financier de la Sécurité sociale. Ensuite, il fixe l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM), pour l'ensemble des régimes.

Mises en place lors de la réforme dite « Juppé » de l'assurance maladie par l'ordonnance du 24 avril 1996 et devenues opérationnelles au cours du premier trimestre 1997, les Agences régionales de l'hospitalisation (ARH) laisseront la place le 1^{er} avril 2010 aux Agences régionales de santé (ARS) voulues par la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

Démission de Jean Bergougnoux, président de la SNCF

« En douceur, la tutelle politique vient ainsi de concéder ce qu'elle avait jusqu'alors refusé depuis le printemps dernier aux fédérations : la concertation tripartite autour du contrat de plan. Qui plus est, l'ingérence ministérielle dans les affaires internes de la SNCF - le gel promis de toute restructuration - sabre définitivement l'autorité de son président : la coupe est pleine pour Jean Bergougnoux qui, le lendemain (15 décembre), envoie sa lettre de démission à Bernard Pons (ministre des Transports). C'est le premier « révoqué » en quelque sorte à l'issue de ce dénouement politique de la grève, lui qui n'avait « pas su faire passer » dans sa maison le contrat de plan ».

(Georges Ribeill, sociologue et historien des chemins de fer)

La reprise du travail

Depuis le 23 novembre, plus aucun train ne circulait en gare de Brest. Après trois semaines de grèves, réunis en AG le vendredi 15 décembre, les cheminots brestois ont voté la reprise du travail sans majorité écrasante : 42 voix pour continuer le mouvement, 63 pour reprendre le travail, 8 bulletins blancs.

Ceux de Quimper se sont également prononcés pour la reprise. De même, pour le centre de tri de Quimper, dernier bastion de grévistes de La Poste, Les grévistes d'EDF-GDF attendent le lundi 18 décembre pour se prononcer. Ils souhaitent débattre des retraites du service public mais aussi des sanctions disciplinaires en cours à l'encontre de 38 grévistes brestois auxquels se sont ajoutés quatre agents de Morlaix.

*Les cheminots
finistériens
font la une
de L'hebdo-La Vie
Ouvrière.*



21 décembre : le sommet social accouche d'une souris

Seules les cinq confédérations sont présentes au niveau syndical (absence de SUD, de la FSU et de l'UNSA). Après bien des hésitations, le CNPF y participe mais refuse de discuter des salaires et de la réduction du temps de travail.

Louis Viannet déclare « *qu'en guise de sommet, la montagne a accouché d'une souris* ».

Ce sommet ne débouche que sur une série de bonnes intentions, les syndicats comme le patronat exprimant leur déception et leur insatisfaction, à la sortie. Le relevé de conclusions est rédigé par le seul Premier ministre : les rares mesures annoncées devant porter sur un soutien à la consommation et sur l'insertion et l'embauche des jeunes.

Les sanctions revanchardes

Dans le relevé de conclusions du Sommet social, il est indiqué : « *dans un souci d'apaisement et de réconciliation, toutes les sanctions disciplinaires qui auraient pu être prononcées dans les entreprises publiques affectées par le récent mouvement social seront rapportées* ».

Et pourtant ...

Le samedi 2 décembre, des occupants du PRCP d'EDF sont assignés en référé ; le 19 décembre, ce sont 42 procédures disciplinaires qui sont en cours contre des grévistes d'EDF-GDF.

Pour la CGT EDF/GDF Brest, « *Ce qui est en jeu c'est l'exercice du droit de grève et la maîtrise démocratique de l'outil de travail...* »

« *Il ne s'agit plus du plan Juppé, ni du système de retraites, ni du Service public, il s'agit d'être ou ne pas être un salarié, un homme DEBOUT !* »

Arsenal : le 15 janvier 1996, quatre militants cégétistes sont condamnés à 2 000 F d'amende chacun pour le vol, le 13 décembre, de deux pots de peinture. La CGT fait valoir que la peinture était destinée à tracer des slogans dans le cadre du mouvement de défense de la Sécurité sociale.

Dans une lettre adressée, le 12 janvier, au président du Tribunal de grande instance, Jacques Paugam, secrétaire général de l'UD CGT du Finistère, demande « *la relaxe pure et simple des quatre militants* », qualifiant cette comparution « *d'attitude revancharde et quelque peu provocatrice* ».

La solidarité financière avec les grévistes

Dès la fin novembre, des initiatives sont prises pour soutenir le mouvement social en partant du principe que chaque jour compte, chaque action, chaque heure de mobilisation, chaque voix qui s'élève a un coût. Parce que la solidarité est la première force du mouvement, soutenir financièrement, c'est agir.

C'est faire vivre l'idée simple mais puissante : « Si l'un d'entre nous avance, nous avançons tous. »

Au 11 mars 1996, le total des dons récoltés s'élève à 77 853 francs.



AGISSONS, ensemble, aujourd'hui, demain, pour rejeter le plan JUPPE

MARQUONS NOTRE SOLIDARITÉ en apportant un soutien financier aux agents en grève

Le Startigen, syndicat CGT-EDF-GDF Quimper Cornouaille (retraités, pré-retraités, veuves d'agents) appelle à la solidarité.

Brest, le 05/02/1996

Solidarité Financière

Cher(e) Camarade,

Comme des milliers de salariés de ce département, des centaines de milliers sur le plan national, tu as été pleinement acteur de ce mouvement social de novembre/décembre 1995.

L'enracinement de l'action pour le retrait total du Plan JUPPE et la satisfaction des revendications aura été au cœur de ce conflit.

- Les cheminots ont obtenu une formidable victoire avec le retrait du Contrat de Plan. 19 professions ont obtenu le maintien de leur régime particulier de retraite.
- Et en même temps, l'attitude revancharde de directions d'entreprise comme à EDF-GDF Iroise contre les gaziers et électriciens, en prenant en otages 13 salariés, témoigne de leur volonté de mettre à bas le statut et de poursuivre dans la voie de la privatisation.

L'action de novembre/décembre a connu un large soutien de la population, ce qui s'est traduit par des versements répondant ainsi à l'appel à la solidarité financière lancée par l'UD, les Unions Locales ou les syndicats.

Après discussion avec les syndicats concernés, nous avons ensemble convenu de verser une somme à chaque gréviste qui totalise plus de 11 jours de grève.

Certes, cet argent ne sera pas de nature à régler toutes les difficultés financières qu'occasionne un tel mouvement social, mais nous savons par avance que tu apprécieras ce geste de solidarité du monde du travail.

Sachant que nous sommes appelés à nous retrouver dans des luttes futures pour la satisfaction de nos revendications,

Reçois, Cher(e) Camarade, nos amitiés syndicalistes.

Les Syndicats CGT de Cheminots
 de BREST - MORLAIX - QUIMPER -
 QUIMPERLE - ROSPORDEN
 Le Syndicat CGT-EDF Iroise
 Les Unions Locales CGT
 L'Union Départementale des Syndicats CGT du Finistère

Suite aux luttes de DECEMBRE 1995, contre le plan JUPPE,
la **CGT** organise une
Solidarité financière avec les grévistes,
et en soutien avec les salariés victimes de la répression,

AVEC

GRANDE SOIREE SPECTACLE

• PIKEY BUTLER
ET LES MOVERS
(chant à trois voix, contre basse,
harmonica, melodeon, guitare)
rythme Blues années 50, 60

• SOIG SIBERIL ET
JAMIE MC MENEMY
(guitare, bouzouki chant)
celtique

• CLARA ET SON CHIC TYPE
(chant accordéon)
Style chanson française

• CHRISTIAN DESNOS
(accordéon chant)
chants de marin

• Patrick EWEN
(chant accordéon violon)
Traditionnel humour

• Yvon ETIENNE avec
GEGE et Patrick AUDOUIN
à la Guitare

VENDREDI 12 JANVIER à 20H30

Parc des expositions de Penfeld

Entrée gratuite.

**Rafraîchissements
et BUFFET sur place.**

Ils ont écrit...

Edgar Morin

Sociologue, philosophe

« Il a pu sembler au gouvernement et aux observateurs qu'une grève de caractère corporatiste, frappant des avantages qui par rapport à d'autres catégories peuvent apparaître comme des privilèges, aurait été immédiatement impopulaire. Mais si la grève, en dépit des inconvénients vécus par des millions de travailleurs et usagers, a été favorablement accueillie, c'est qu'elle a été ressentie non comme l'expression d'intérêts corporatifs, mais comme l'expression d'un ras-le-bol général... ».

Le Figaro, 7 décembre 1995.

Pierre Bourdieu
Sociologue

« ... La crise d'aujourd'hui est une chance historique, pour la France et sans doute aussi pour tous ceux, chaque jour plus nombreux, qui, en Europe et ailleurs dans le monde, refusent la nouvelle alternative : libéralisme ou barbarie. Cheminots, postiers, enseignants, employés des services publics, étudiants et tant d'autres, activement ou passivement engagés dans le mouvement, ont posé, par leurs manifestations, par leurs déclarations, par les réflexions innombrables qu'ils ont déclenchées et que le couvercle médiatique s'efforce en vain d'étouffer, des problèmes tout à fait fondamentaux, trop importants pour être laissés à des technocrates aussi suffisants qu'insuffisants... ».

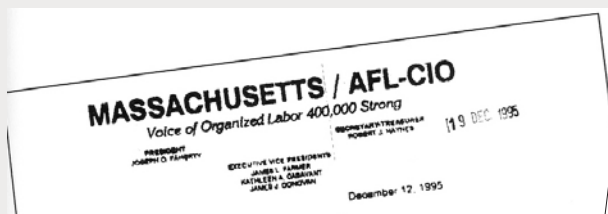
Intervention devant les cheminots grévistes de la gare de Lyon à Paris, reproduit par l'Humanité du 14 décembre 1995.

Max Gallo
Ecrivain

« Ce que le mouvement social actuel révèle – au delà des objectifs précis qu'il vise – c'est la reprise, et à quel niveau, de la vitalité nationale. Non dans sa version chauvine, passéiste, rétrograde, nationaliste, xénophobe, mais dans sa perspective progressiste et citoyenne. Défendre la Sécurité sociale et les services publics, le droit à l'instruction, l'égalité, c'est reprendre et actualiser le programme du Comité national de la Résistance et, avant lui, les revendications séculaires du mouvement progressiste français ».

L'Humanité, le 9 décembre 1995.

L'impact international

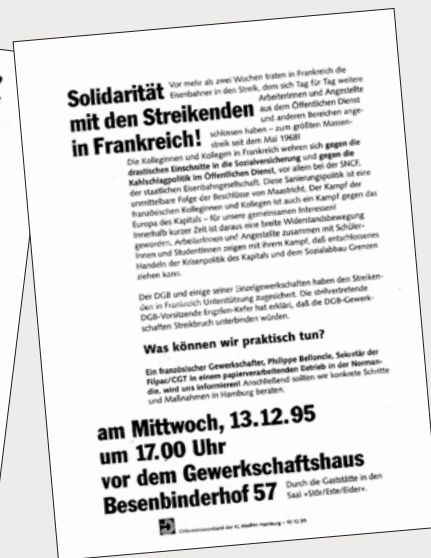


« Your struggle is our struggle* »

« Votre lutte est notre lutte »

Lettre signée du syndicat des cheminots de Pennsylvanie, affilié à l'AFL-CIO.

Des dizaines de messages de solidarité sont venus d'Allemagne, de Belgique, d'Angleterre, d'Italie, de Hongrie, d'Algérie.



Bulletin d'adhésion à l'IHS CGT Finistère

☐ Adhésion 2026 à l'institut CGT d'histoire sociale du Finistère

Cotisation annuelle : 35 €. Cotisation de soutien : 60 € ou plus. Cotisation collective : 45 €.

Nom, prénom

Adresse

Bulletin d'adhésion à adresser à IHS CGT, Maison du Peuple, 2, place Edouard Mazé, 29200 Brest. Paiement par chèque à l'ordre de IHS CGT Finistère.

Courriel : ihscgt29000@gmail.com